

Iran: huit (08) écologistes condamnés à 58 ans de prison

Le porte-parole du pouvoir judiciaire iranien a déclaré mardi que la cour d'appel a confirmé la peine totale de 58 ans de prison pour huit écologistes qui sont en détention depuis février 2018.



S'exprimant lors d'une conférence de presse, aujourd'hui, Gholamhossein Esmaili a déclaré que l'affaire des écologistes « est un cas d'agissements contre la sécurité nationale. »

Esmaili a déclaré que les écologistes avaient été condamnés à des peines de prison et à « payer de l'argent qu'ils avaient reçu du gouvernement américain » pour leur collaboration avec les États-Unis et il a ajouté que plusieurs autres personnes avaient été condamnées dans la même affaire.

Les huit écologistes condamnés sont membres de la célèbre Persian Wildlife Heritage Foundation (PWHF), une organisation privée à but non lucratif dédiée à la conservation et à la préservation de la faune en Iran.

Le pouvoir judiciaire, les politiciens purs et durs et les gardiens de la révolution (les pasdarans) les accusent d'espionnage sans présenter de preuves malgré que le chef du département de l'environnement, Isa Kalantari, et même le ministère du renseignement aient annoncé publiquement qu'il n'y avait aucune preuve à l'appui de telles accusations.

Les écologistes accusés d'espionnage et d'activités contre la

sécurité nationale ont été maintenus en détention pendant des mois sans inculpation, certains en isolement et jugés à huit clos, un an plus tard, par le tribunal révolutionnaire de Téhéran.

Le professeur Seyed-Emami, fondateur de PWHF, est décédé dans des circonstances suspectes dans la fameuse prison d'Evine à Téhéran deux jours après son arrestation.

Le pouvoir judiciaire iranien a affirmé que le professeur de sociologie, âgé de 65 ans, s'était suicidé en raison de preuves d'espionnage contre lui, mais sa famille et ses connaissances et défenseurs des droits humains ont toujours réfuté cette affirmation.

Selon le Centre pour les droits de l'homme en Iran (CDHI), basé à New York, l'un des avocats de la famille, basé à Téhéran, a révélé que le résultat de l'autopsie n'a jamais été rendu public mais qu'un compte-rendu préliminaire du médecin légiste officiel « a montré des preuves d'une injection sous sa peau » ainsi que des « contusions sur différentes parties du corps. »

Niloufar Bayani, Hooman Jowkar, Sepideh Kashani et son mari Taher Qadirian, Amir Hossain Khaleqi, Sam Rajabi, Amir-Hossein Khaleqi, Abdolreza Kouhpayeh, l'homme d'affaires irano-américain Morad Tahbaz, le professeur irano-canadien Kavous Seyed-Emami ont été arrêtés le 6 février 2018 par les pasdarans.

Source : Radio Farda

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité